

Burundi : le gouvernement suspend le droit de grève pendant les élections

@rib News, 27/04/2010 â€“ Source AFPLe gouvernement burundais a annoncé mardi sa décision de "suspendre" immédiatement le droit de grève "pendant la période électorale", une décision qui frappe en premier lieu l'enseignement public en grève depuis le mois de mars. "Le gouvernement voudrait rappeler que pendant la période électorale déterminée par la Commission électorale nationale indépendante (...), l'exercice du droit de grève est suspendu pour les fonctionnaires et les travailleurs, tant du secteur public que du secteur privé", a annoncé dans un communiqué le porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba.

Le gouvernement affirme appliquer un décret présidentiel de 2005. La mesure s'applique " galement aux étudiants et aux élèves des établissements d'enseignement secondaire et supérieur, publics et privés", précise le communiqué. Par ailleurs, il est interdit aux policiers et militaires en congés ou en permission "de porter leurs uniformes ou leurs armes en dehors du cadre de service", selon ce texte. "Le gouvernement a décidé de réactiver ce décret signé pendant la période électorale de 2005 dans le souci de protéger le processus électoral", a expliqué le porte-parole du gouvernement, soulignant que la grève des enseignants était ainsi "immédiatement" suspendue et qu'ils devaient reprendre leur travail mercredi "au plus tard". "Si les enseignants persistent dans la grève,  sa sera une rébellion contre la loi, ce qui constitue un acte pénalement répréhensible", a menacé M. Nzobonariba. Pour Philibert Ngezahayo, président du Conseil national du personnel de l'enseignement secondaire (Conapes), l'un des quatre syndicats à l'origine de la grève, cette mesure est illégale "car elle se réfère au code électoral de 2005, qui a été abrogé par la suite". "Il s'agit d'une mesure de rétorsion inacceptable pour les enseignants. La grève va donc continuer jusqu'à ce le gouvernement nous paie l'argent qu'il nous doit", a protesté le leader syndical. Les enseignants des écoles primaires et secondaires publiques du Burundi sont en grève depuis le 8 mars pour réclamer le paiement d'arriérés de salaires. Les négociations entre gouvernement et syndicats piétinent. Depuis deux semaines, les élèves des écoles publiques du Burundi manifestent publiquement leur colère en bloquant les principaux axes routiers du pays ou en organisant des raids dans des écoles privées, qui n'ont pas rejoint le mouvement de grève. Le Burundi, qui sort de 13 ans de guerre civile, entame le 21 mai avec des élections communales un processus électoral qui durera jusqu'en septembre, avec en point d'orgue l'élection présidentielle du 28 juin.